

Nouveau Parti anticapitaliste

Christine Poupin, Philippe Poutou, Olivier Besancenot

La question de l'énergie est centrale pour l'avenir de l'humanité. Le dérèglement climatique remet en cause l'ensemble du modèle de développement capitaliste. Avec 67 % d'origine fossile (pétrole, gaz, charbon), 23 % d'électricité (nucléaire, hydraulique), 10 % de renouvelable (thermiques et déchets), sous la pression de l'industrie nucléaire et pétrolière, le bilan énergétique français est resté figé sur un schéma aujourd'hui dépassé dans la plupart des pays européens.

Les énergies nucléaire et fossiles, qui représentent 85 % de l'énergie consommée, seront épuisées vers fin du *xxi*^e siècle, mais d'ici là elles auront modifié irrémédiablement le climat et/ou provoqué des catastrophes irréparables.

Au total les énergies fossiles représentent les 2/3 de l'énergie consommée (transports = 31 %, habitat = 21 %, industrie = 12 %, agriculture, élevage, pêche = 3 %). Pour freiner le changement climatique, on doit agir en priorité sur les transports et l'habitat qui représentent 80 % environ des émissions de gaz à effet de serre.

L'énergie qu'on ne consomme pas est la moins polluante, la moins chère et sans effet de serre

Le mode de développement capitaliste pousse à la consommation et crée des marchandises socialement inutiles. Le principal gisement d'énergie, c'est d'abord les économies (arrêt des gabegies, du tout-automobile, des gadgets inutiles, de l'obsolescence programmée au profit d'appareils économes en énergie, de l'isolation thermique, de la maîtrise de

l'éclairage public, d'une politique de transports cohérente et efficiente...). L'urgence est donc de réduire la production à la seule satisfaction des besoins sociaux, à l'échelle européenne et mondiale.

Cette révolution énergétique sera d'abord politique (mode de développement économique, des transports, de l'habitat, aménagement de l'environnement dans lequel nous vivons...) mais aussi technologique (appropriation des connaissances scientifiques, de leurs développements techniques au service de l'humanité et de son environnement).

L'énergie, un secteur aujourd'hui hors de contrôle

Le marché libéralisé de l'énergie est scindé en trois : l'Europe, l'État français et la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Livré aux intérêts concurrentiels des requins du secteur, il n'y a pas de pilote dans l'avion. Les dividendes versés aux actionnaires d'EDF (1,3 milliard d'euros en 2017, plus de 20 milliards en 10 ans) seraient plus utiles à développer les énergies renouvelables (ENR).

La PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie prévue dans la loi de transition énergétique) pour les périodes 2019-2023 et 2024-2028 ne remet pas en cause cette politique, qui gaspille les fonds publics : déploiement des compteurs Linky, l'EPR (10 MM €), Cigéo (35 MM €) ou encore ITER (20 MM € pour produire 500 MW pendant 6 mn). Pire, le gouvernement s'obstine sur de fausses solutions :

- Nucléaire : risques non maîtrisés (accidents, gestion des déchets) les centrales

vieillissantes prolongées, mise en service de l'EPR et Cigéo (enfouir les déchets de haute activité à Bure)... au lieu de développer les ENR.

- Transports : fuite en avant dans les véhicules électriques, alors que d'autres solutions (pile combustible à hydrogène, sans effet de serre...), non matures sur le plan industriel, mériteraient des moyens en R&D (stockage, matériaux non polluants...).

- Habitat : poursuite de la politique d'urbanisation et d'aménagement de l'espace imposée par la spéculation immobilière et les groupes du BTP... Au lieu de développer les économies d'énergie et les productions d'énergie décentralisées (logements à énergie positive), de relocaliser les commerces et services publics...

- Industrie, agriculture, élevage : concentration et restructurations (fermes géantes, agriculture intensive)... Alors que le modèle productiviste, moteur du capitalisme industriel et agroalimentaire a montré sa nocivité en termes de casse sociale, de santé publique et de dégâts écologiques...

Pour une révolution énergétique et écosocialiste

Face à la loi des marchés, nous proposons de mettre au centre de l'action publique la planification démocratique, donc l'anticipation, la délibération, les choix sociaux et politiques. Cela impose de prendre les moyens de décider de ce qui doit être produit et comment, par la socialisation de l'économie sous le contrôle des salarié.e.s et des usager.e.s, une logique autogestionnaire de nos ressources et nos biens communs.

Au même titre que la santé ou l'éducation, l'énergie est un droit fondamental et non une marchandise. Pour satisfaire les besoins sociaux, au lieu de gonfler les dividendes des actionnaires, il faut exproprier sans indemnités ni rachat les multinationales capitalistes.

Ce secteur stratégique devra s'organiser au sein d'un monopole de service public de

l'énergie, débarrassé du nucléaire, décentralisé et cogéré par les salarié.e.s et les usager.e.s.

Dans le secteur de l'énergie, mais aussi dans l'automobile ou l'industrie chimique, les salarié.e.s ne doivent pas être les victimes des ruptures indispensables, il faut mettre en œuvre un plan de reconversion des emplois.

Il faut également rompre avec la dictature des marchés imposée par les institutions européennes. La concurrence doit céder la place à la coopération. Un plan d'urgence énergétique européen, avec des moyens conséquents en R&D, mutualisés au sein d'une agence énergétique à capitaux publics, devrait permettre de développer les ENR. Comme avec l'agence spatiale européenne ou le programme Airbus, c'est vital dans le secteur de l'énergie compte tenu des enjeux climatiques.

D'ores et déjà, des mesures immédiates peuvent être mises en œuvre :

- Abroger les dispositions issues des directives européennes sur la concurrence et la privatisation (loi PACTE, loi NOME...),

- Généraliser la gratuité des transports collectifs publics urbains et périurbains,

- Prioriser les circuits courts en relocalisant les productions industrielles et agricoles, développer le fret ferroviaire,

- Arrêter le nucléaire civil et militaire (détails sur la brochure «L'arrêt du nucléaire en moins de 10 ans, c'est possible!» <https://www.npa2009.org/>).

La mobilisation des gilets jaunes et les marches pour le climat montrent aux gouvernements d'Europe que l'on doit désormais compter avec la jeunesse et les peuples du monde entier, en lutte pour la justice sociale, démocratique et écologique, l'accès à l'énergie et les autres droits élémentaires.

Christine Poupin (salariée de la chimie, commission nationale écologie du NPA), Philippe Poutou (ouvrier de l'automobile), et Olivier Besancenot (postier) sont porte-paroles du NPA.